

Les comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2006

L'accélération des investissements dope la croissance

Les Synthèses de CEROM

L'économie calédonienne affiche une accélération de son activité en 2006. Selon les premiers résultats des comptes rapides, la croissance a atteint 4,4% en volume, se situant un point au dessus de la moyenne des sept dernières années. La prise en compte de l'évolution des prix et plus particulièrement de l'envolée des cours du nickel amplifie ce résultat puisque le Produit Intérieur Brut progresse de 7,9% en valeur. Sous l'hypothèse d'une évolution démographique de 1,8%, le PIB par habitant s'élève à environ 2,7 millions de FCFP, en progression de 6% à prix courants.

La vigueur de la demande intérieure explique la bonne tenue de l'économie calédonienne. En effet, les grands projets miniers impliquent d'importants investissements et créent un climat propice à la consommation et aux anticipations, entraînant l'ensemble de l'activité économique. Les ménages bénéficient des retombées de cette croissance grâce à une augmentation des revenus qui a permis d'accroître leur consommation. Dans le même temps, les dépenses de l'administration se maintiennent à un niveau élevé.

Ce dynamisme s'accompagne d'un fort recours aux importations (+15,8% des importations de biens, hors avions de ligne), qui creusent le déficit commercial, en dépit d'une hausse des exportations de nickel (+18%). La contribution à la création de richesse des activités liées au nickel et à la construction est en progression depuis ces dernières années, pour atteindre en 2006 un niveau comparable (supérieur à 11%). Il en résulte un recul relatif de la part des services (hors commerce) qui restent toutefois prépondérants dans l'économie calédonienne (56% de la valeur ajoutée).

Produit Intérieur Brut

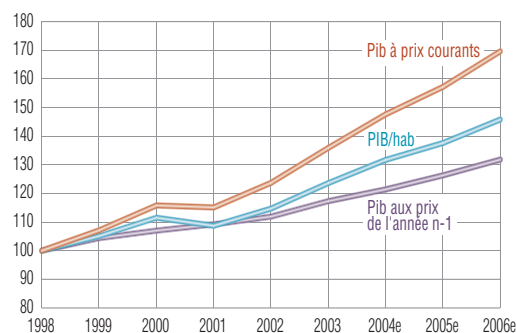
	2003	2004 e	2005 e	2006 e
PIB (milliards de F.CFP)	518,5	563,1	599,5	647,0
PIB/hab (millions de F.CFP)	2,3	2,5	2,6	2,7

Croissance réelle depuis 1998 (%)

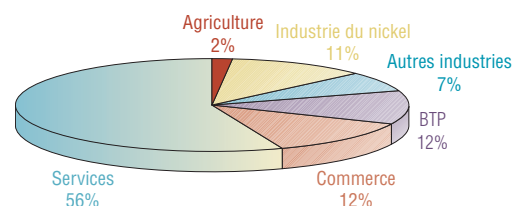
	Moyenne annuelle 1998/2003	2004 e	2005 e	2006 e
PIB	3,3	3,5	4,0 r	4,4
Dépense de consommation finale	2,9	3,1	3,3	4,6
FBC	12,2	-2,9	6,2	16,4
Importations	7,0	-4,2	3,6	12,7
Exportations	1,9	-0,8	3,5	2,6

r : donnée rectifiée

Évolution du PIB (base 100 en 1998)



Composition de la valeur ajoutée en 2006



AVERTISSEMENT

Ce document est la première publication d'un compte économique rapide pour la Nouvelle-Calédonie. Les résultats présentés sont des estimations effectuées à l'aide d'un modèle macroéconomique sur la base des comptes définitifs 2003 projetés en fonction des données disponibles fin mai 2006. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif et ces résultats seront donc amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données.

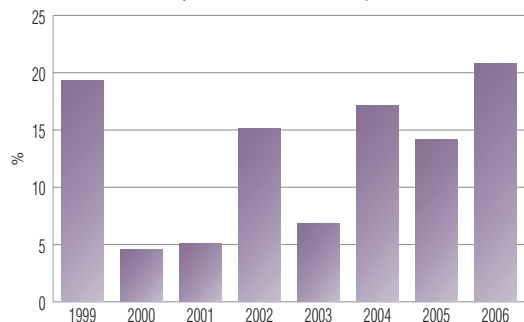


Les investissements sont en forte hausse

Les montants investis en 2006, hors achat des ATR par la compagnie aérienne domestique (pour plus de 3 milliards de FCFP), enregistrent une hausse supérieure à 20%, après deux années de croissance déjà élevée (+17,1% et +14,2% en 2004 et 2005). Les administrations et les ménages participent à cette hausse (+10%), mais c'est tout particulièrement le comportement des entreprises qui explique cette accélération. Le taux d'investissement* ressort en hausse de 4 points pour avoisiner les 35%.

Le développement des grands projets miniers, confortés par la bonne orientation de la conjoncture sur le marché du nickel, a installé un climat favorable à l'investissement. L'effort directement attribuable au secteur du nickel est notable (+61% d'investissements industriels par la SLN ; montée en puissance du chantier Goro Nickel) et se diffuse à l'ensemble du secteur productif. En valeur, les investissements des entreprises ont augmenté de 26% pour représenter près des trois quarts des investissements de l'économie calédonienne. Les importations de biens d'équipement progressent de 17,3% en 2006 (hors ATR) après 7,2% en 2005. Suivant la même tendance, l'encours des crédits à l'équipement progresse de 14,4%.

Évolution de l'investissement hors avions de ligne (en francs courants)



Les administrations ont maintenu leur investissement à un niveau élevé, en effectuant d'importants travaux de voirie et de construction.

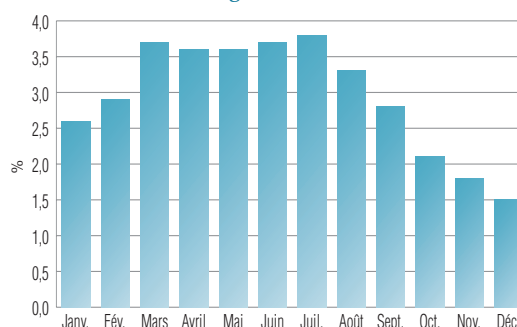
L'investissement des ménages est toujours bien orienté, favorisé par l'allongement de la durée des prêts proposés et la baisse des taux. L'encours des crédits à l'habitat accordés aux particuliers ralentit en 2006, mais enregistre tout de même une augmentation de 7,0%.

La consommation des ménages est toujours dynamique

Face à l'importance des investissements, le poids de la consommation des ménages dans la demande intérieure est en retrait d'un point par rapport aux années précédentes. Cette consommation enregistre néanmoins une croissance toujours élevée (+7,1% en valeur) ; sa progression en volume (+4,7%) est supérieure à celle du PIB (+4,4%).

Les indicateurs traditionnels de la consommation que sont les immatriculations de véhicules neufs (+6,3%), les importations de produits alimentaires (+7,3%) et l'encours des crédits de trésorerie des ménages (+7,6%) confirment cette orientation.

Évolution de l'IPC en glissement annuel, année 2006



La bonne tenue de la consommation des ménages s'explique par une amélioration sur le marché du travail, les demandes d'emploi diminuant de 19,2% tandis que les offres augmentent de 25,5% pour atteindre leur niveau le plus haut depuis 10 ans. La masse salariale accélère, portée à la fois par la progression de l'emploi et du salaire par tête.

Les prix ont enregistré une évolution contrastée au cours de l'année. La pression inflationniste du début d'année (+2,6% en janvier jusqu'à +3,8% en juillet pour l'IPC en glissement annuel) a engendré des manifestations contre la "vie chère".

Afin d'endiguer cette hausse, les autorités calédoniennes ont appliqué des mesures de rétablissement du contrôle des prix de vente et des marges pour certains produits et des exonérations des droits de douanes et des taxes à l'importation pour des denrées de première nécessité et des légumes. L'inflation a ainsi été ramenée en glissement annuel à +1,5% en décembre.

* Part de richesse créée consacrée à l'investissement : FBCF/VA.

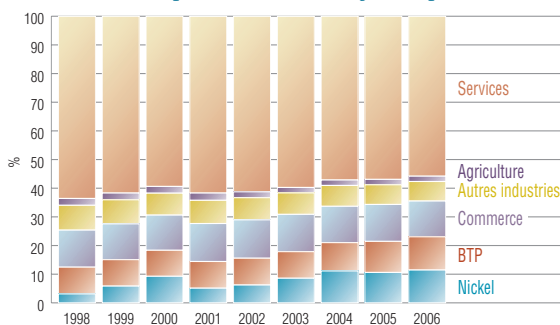
Le BTP et les services aux entreprises sont les principaux bénéficiaires de la croissance

Le secteur du BTP bénéficie directement de la vigueur de l'investissement et affiche une valeur ajoutée en hausse de 8,4% en volume. Les ventes de ciment (+8,4%) confirment la croissance de l'activité de construction sur l'année, notamment grâce au gain d'activité engendré par la réalisation du projet Goro Nickel (les ventes destinées à ce chantier représentent 11% du total, en progression de 73,4%). L'emploi salarié dans la construction (au sens de la NAF) affiche une hausse de 10,2%. La contribution du BTP à la création de richesse progresse sensiblement depuis 2004 pour dépasser les 11% en 2006.

La branche qui enregistre l'expansion la plus importante est celle des services aux entreprises, dont la valeur ajoutée est en hausse de plus de 9% à prix constants. De manière générale, la valeur ajoutée créée par les services (hors commerce) augmente de plus de 5% à prix courants. Leur part dans la valeur ajoutée globale diminue mais ils demeurent la source principale de création de richesse.

Hors nickel, le secteur industriel ne bénéficie pas pleinement de l'expansion économique, sa valeur ajoutée évoluant dans les mêmes proportions que les années précédentes, en raison du recours aux importations pour les achats de biens de consommation intermédiaire. Les industries agro-alimentaires semblent se démarquer, sous l'influence de la demande des ménages.

Évolution du poids de la valeur ajoutée par secteur



Le secteur du tourisme participe à la croissance, en dépit d'une stagnation du nombre de touristes. En effet, l'allongement de la durée de séjour a permis une hausse de leurs dépenses* sur le territoire de plus de 12% (hors transport international). La fréquentation des hôtels de Nouméa illustre ce constat

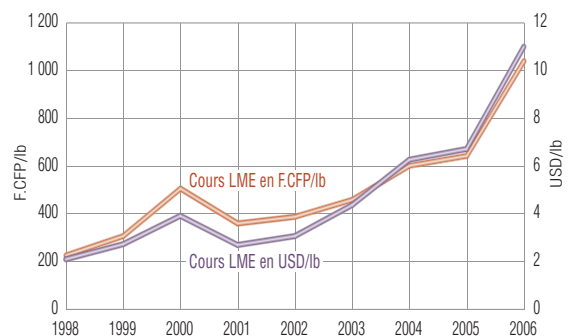
puisque le taux d'occupation des chambres est stable (61,9% contre 61,3% en 2005) tandis que le nombre de nuitées de la clientèle non résidente est en hausse de 8,2%.

La hausse des tarifs de l'électricité accordée par le gouvernement a permis de limiter l'effet du renchérissement des produits pétroliers sur la valeur ajoutée dégagée par la branche énergie. Dans le même temps, le carburant a fait l'objet d'une réforme de sa fiscalité (taxation sur les quantités et abrogation de la taxe de stabilisation) et du mode de fixation de son prix (révision mensuelle). Si ces mesures ont entraîné une hausse des prix qui a pesé sur les consommations des entreprises, elles ont tout de même amorti la flambée des cours observée sur le marché mondial. Ainsi, le prix de l'électricité distribuée a augmenté de 5,2% au mois de mars alors que le fioul lourd importé s'est encheri de 23,9% (75,4% de la production est d'origine thermique) et le prix du carburant à la pompe a augmenté de 12,8% contre environ 38% pour le prix CAF des carburants.

L'activité liée au nickel affiche de bons résultats...

La mine et la métallurgie bénéficient d'un marché mondial très favorable : la demande étant supérieure à l'offre, le prix moyen annuel en dollars au LME enregistre une progression de 63,7%.

Évolution annuelle des cours du nickel au LME



Les prix constatés à l'exportation (chiffres provisoires) ont permis une hausse de valeur ajoutée de 13% de l'activité d'extraction en dépit d'une diminution des volumes produits et exportés (respectivement -4,6% et -1,2%).

La montée en puissance de l'activité de fusion observée depuis 2004 se confirme, malgré les conflits sociaux qui ont affecté la production de métal en

* Ces estimations de dépenses seront amenées à être revues une fois connus les résultats de l'enquête sur les dépenses des touristes non résidents.

fin d'année. Celle-ci augmente de 4,7% par rapport à 2005 pour s'établir à 62 378 tonnes, en deçà de l'objectif de 75 000 tonnes visé par la SLN. Cette hausse de la production associée à un effet prix positif entraîne une augmentation de la valeur ajoutée de la métallurgie d'environ 18%.

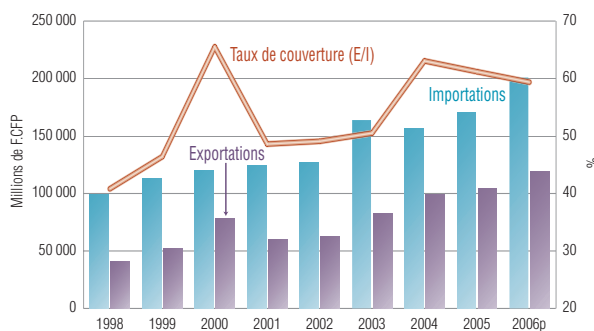
Le poids du nickel (extraction et transformation) dans la valeur ajoutée totale se stabilise autour de 11% depuis 2004, en nette progression par rapport à 1998 (minimum historique) où il n'était que de 3,2%.

... qui n'empêchent pas le creusement du déficit commercial

Les exportations de nickel* (sous forme de minerai ou métal) sont en hausse de 18% par rapport à 2005 malgré des volumes exportés stables (-0,7%). Les exportations calédoniennes de biens suivent la même tendance, puisqu'elles sont constituées à plus de 90% par les

produits du nickel. Elles enregistrent donc une progression notable, de 14,2%, mais dans le même temps les importations augmentent de 17,7%, ce qui entraîne un creusement du déficit commercial et une baisse du taux de couverture. Les postes d'importation qui enregistrent les augmentations les plus importantes sont les "Matériels de transport" (+7,5 milliards, soit +29,4%) et "Machines et appareils électriques" (+3,1 milliards de F.CFP, soit +24,4%).

Évolution de la balance commerciale



CEROM

Le projet CEROM a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Les premiers travaux ont été menés sur l'économie guadeloupéenne, dès 2002. Un séminaire organisé en Polynésie française en mai 2004 a réuni, outre les trois premiers partenaires du projet (AFD, IEDOM, INSEE), des représentants de l'IEOM (Institut d'Émission d'Outre-Mer) et des instituts territoriaux de statistique (ISPF pour la Polynésie, ISEE pour la Nouvelle-Calédonie).

Le projet est bâti à partir de trois objectifs centraux :

- ▶ la conduite d'études macro-économiques (bilans macro-économiques, études sectorielles, simulations d'impact) ;
- ▶ l'élaboration de comptes économiques rapides, pilotée par l'INSEE ou les instituts de statistiques, permettant une évaluation des principaux agrégats comptables (PIB, consommation, investissement...) dès le milieu de l'année (n+1) ;
- ▶ la mise en place d'indicateurs synthétiques conjoncturels offrant des éléments précoces d'appréciation de la conjoncture ; ces travaux sont conduits par l'IEDOM-IEOM.

Le modèle TABLO adapté à la Nouvelle-Calédonie : MODELISEE

Le modèle TABLO est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrées-Sorties) disponible de la comptabilité nationale en fonction d'hypothèses d'évolution en volume et en valeur, et grâce à un certain nombre de données connues dont :

- ▶ l'activité du nickel (production, exportations, prix) ;
- ▶ les résultats du commerce extérieur ;
- ▶ le nombre de salariés et le montant des salaires versés (estimés) par branche ;
- ▶ l'IPC détaillé ;
- ▶ certaines données relatives aux ménages.

Les publications de CEROM

◆ Bilans macroéconomiques :

- *Économie calédonienne en mouvement*
- *Émergence de nouveaux moteurs de croissance : Le rattrapage économique réunionnais expliqué - 1993-2002*
- *Économie martiniquaise au passage de l'an 2000 : Une trajectoire vertueuse ?*
- *Guadeloupe : Une économie en déficit... d'image*

◆ Synthèses :

- *Premières synthèses sur l'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon : Une économie peu marchande*
- *Comptes rapides de la Guadeloupe en 2004 : Coup de frein sur la croissance*
- *Comptes rapides de la Martinique en 2005 : L'investissement, pilier de la croissance martiniquaise.*
- *Comptes rapides de la Guadeloupe en 2005 : Après le trou d'air, un rétablissement délicat*
- *Les comptes économiques de La Réunion en 2005 : L'investissement record soutient une croissance forte*

Pour en savoir plus

www.cerom-outremer.org
www.isee.nc
www.iom.fr

"Bilan économique et social 2006" - ISEE

"La Nouvelle-Calédonie en 2006", rapport annuel de l'IEOM

ISEE

Chargée de l'étude : E. Desmazures
 Conception graphique : M. Messing Colmet-Daage
 Réalisation : F. Belpadrome

* Compte tenu de la flambée des cours du nickel observée en fin d'année, les exportations risquent d'être revues à la hausse.